La France manque de plus en plus de médecins

L'Hexagone pourrait avoir perdu un généraliste sur quatre entre 2007 et 2025.

EXCLUSIF

GUILLAUME GUICHARD
@guillaume_gui

SANTÉ Alors que les maires de France, réunis en congrès depuis mardi, s'inquiètent de la disparition des médecins dans leurs communes, le constat du Conseil national de l'ordre des médecins n'est pas pour rassurer. Si le nombre total de médecins ne baisse que lentement, la spécialité de médecine générale traverse une grave crise de vocations, martèle l'Ordre dans l'édition 2016 de son *Atlas de la démocratie médicale*, présenté jeudi.

Depuis 2007, le nombre de généralistes a diminué de 8,4 %. D'ici à 2025, la chute des effectifs, qualifiée d'« *inexorable* » par l'Ordre, pourrait se traduire par la disparition d'un généraliste sur quatre. Cette spécialité est la première touchée par le nombre important de départs à la retraite. Dans le même temps, les nouveaux diplômés ne sont pas assez nombreux pour les remplacer. « *L'État n'a pas été capable d'anticiper la catastrophe et aujourd'hui aucun territoire du pays n'est à l'abri* », a prévenu mardi le président de l'ordre des médecins, le Dr Patrick Bouet, devant le congrès des maires, rapporte *Le Monde*.

« L'État n'a pas été capable d'anticiper la catastrophe et aujourd'hui aucun territoire du pays n'est à l'abri »
Dr PATRICK BOUET, PRÉSIDENT DE L'ORDRE DES MÉDECINS

« Chaque Français doit pouvoir trouver facilement un médecin près de chez lui »
MARISOL TOURAINE, MINISTRE DE LA SANTÉ

Politiques insuffisantes

La baisse du nombre de généralistes, rapporté à la population, touche presque tous les départements depuis 2007. Seules la Savoie (+1 %) et la Loire-Atlantique (stable) sont épargnées. Quant aux autres, la désertification ne les frappe pas tous avec la même virulence. Les plus fortement atteints sont la Nièvre et... Paris. Chacun a vu s'effondrer d'un quart le nombre de généralistes depuis 2007. Certes, Paris continue de bénéficier d'une densité de médecins rapportée à la population supérieure au département rural. Mais, à ce rythme, la désertification menace la capitale *(lire ci-dessous)*.

Les plans locaux comme nationaux ne suffisent pas à contrer cette tendance. Ce fut pourtant un des premiers combats de la ministre de la Santé, Marisol Touraine.

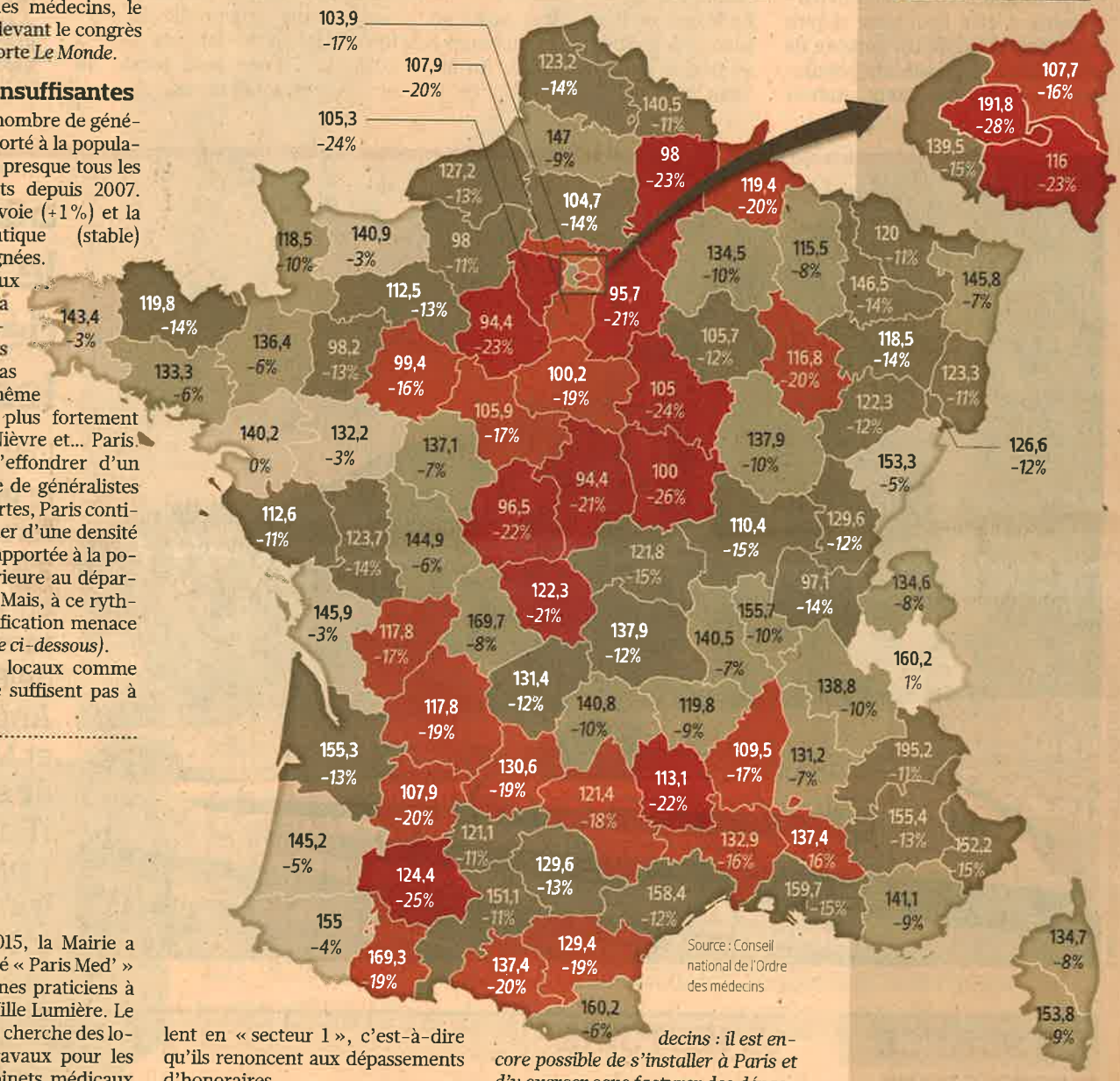
Depuis fin 2012, elle a lancé deux plans successifs de lutte contre les déserts médicaux. Intitulés « *pactes territoire santé* », ils visent à installer 1000 jeunes libéraux dans les déserts sur la durée du quinquennat, grâce à un revenu minimum garanti et une protection sociale renforcée. Autre objectif, franchir le cap des 1000 maisons de santé pluridisciplinaires, où exercent des généralistes avec des spécialistes ou des paramédicaux. Il s'agit de rassembler les praticiens, car le temps d'un médecin par village est révolu.

« *Toute mesure est bonne à prendre*, réagit le Dr Patrick Romestaing, vice-président du Conseil national de l'ordre des médecins. *Mais les mesures d'accompagnement, outre les potentiels effets d'aubaine qu'elles entraînent, ne concernent que peu de médecins. Il nous faut une réforme structurelle.* » L'Ordre recommande de multiplier, pour les étudiants en médecine, les stages auprès des généralistes libéraux. Et ce, le plus tôt possible dans leur cursus. D'après une enquête de l'Ordre, 66 % des futurs généralistes en formation ont choisi leur spécialité après ce type d'expérience de terrain. Marisol Touraine avait d'ailleurs annoncé à la fin de l'année dernière qu'elle comptait envoyer en stage tous les étudiants en médecine générale. Un premier pas dans le bon sens. ■

88 886
Nombre de médecins généralistes en France, au 1er janvier 2016

Une baisse généralisée de la densité de généralistes en France

TAUX DE DENSITÉ* par département
*nombre de médecins pour 100 000 habitants



Source : Conseil national de l'Ordre des médecins

Comment Paris tente d'attirer de nouveau des médecins

25 %
de chute
de l'effectif de médecins de famille dans la capitale depuis 2007

Paris n'est pas encore, dans son ensemble, un désert médical. Mais la capitale risque fort de se retrouver dans la même situation que les départements ruraux manquant de généralistes si la tendance actuelle se poursuit. La ville a en effet vu ses effectifs de médecins de famille chuter de 25 % depuis 2007. Et l'hémorragie continue.

« *Nous observons une grande hétérogénéité entre les arrondissements en matière de généralistes*, explique l'adjoint à la Santé, Bernard Jaumier. *Le VIIIe est bien pourvu, mais l'arc nord-est (du XVIIIe au XXe) compte moins de 7 médecins pour 10 000 habitants, ce qui nous place bien en deçà de la moyenne nationale.* » En cause : un coût de l'immobilier trop élevé.

Au printemps 2015, la Mairie a lancé un plan baptisé « Paris Med' » pour attirer les jeunes praticiens à s'installer dans la Ville Lumière. Le principe ? La Mairie cherche des locaux, réalise les travaux pour les transformer en cabinets médicaux de groupe capables d'accueillir trois professionnels de santé minimum (dont un généraliste). Puis elle subventionne les installations à hauteur de 15 000 euros par médecin.

Deux projets validés

Enfin, la Ville prend en charge une bonne partie du loyer, afin que les praticiens n'aient à régler de leur poche que 500 euros par mois maximum. Seule contrepartie réclamée : que les médecins s'installent en « secteur 1 », c'est-à-dire qu'ils renoncent aux dépassements d'honoraires.

Un an après, quel est le bilan ? Deux projets d'installation ont été adoptés par le Conseil de Paris. « *C'est long à mettre en place* », convient Bernard Jaumier. Mais, d'ici à la fin de l'année, une dizaine de dossiers seront validés, ce qui se traduira, fait-il valoir, par l'installation de 46 professionnels de santé. Des médecins en premier lieu, mais aussi des sages-femmes, des orthophonistes ou des infirmiers. « *C'est un message envoyé aux médecins : il est encore possible de s'installer à Paris et d'y exercer sans facturer des dépassements d'honoraires* », vante Bernard Jaumier. L'objectif est de créer dix cabinets regroupés par an. Le coût de l'opération reste modique : 3 millions d'euros d'ici à 2020.

Par ailleurs, la Mairie de Paris finance, aux côtés de la région et de l'Agence régionale de santé d'Île-de-France, la création de maisons de santé pluridisciplinaires. Six projets ont déjà été montés et onze autres sont à l'étude. ■

G. G.

198 144
Nombre de médecins, toutes spécialités confondues, au 1er janvier 2016